

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 2 JUILLET 1925.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'EXERCICE 1925 (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ECONOMIES (2), PAR M. de WOUTERS d'OPLINTER.

MESSIEURS,

Votre Commission estime que le rapport sur le Budget de la Dette publique déposé en séance du 21 janvier dernier (document n° 104) peut utilement servir de base pour la discussion du budget nouveau actuellement soumis à votre examen.

Il suffira, pour que la Chambre ait sous les yeux une documentation adéquate, que l'on examine les quelques points sur lesquels le budget primitif de 1925 a été modifié.

Trois de ces modifications :

- 1^{er} Art. 20bis (nouveau) augmentation de fr. 7.475.330 » ;
- 2^e Art. 24 — augmentation de fr. 6.527.876.50 ;
- 3^e Art. 40 — augmentation de fr. 22.676.300 » ;

sont justifiées d'une façon très explicite dans la note annexée par M. le Ministre des Finances au document 4-II de la présente session. Votre Commission les a accueillies favorablement.

(1) Budget, n° 4a.

(2) Composition de la Commission : MM. Lemonnier, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne (Ang.), de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Golenvaux, Hallet, Merlot, Pecher, Pierco, Pussemier, Soudan, Straus, Van Ackere et Wauwerwans.

La distribution du présent rapport (N° 37),
a eu lieu le 6 juillet 1925.

En fait, une seule question a retenu spécialement notre attention : *la dette à l'égard des Etats-Unis d'Amérique*. L'opinion publique et la Presse s'en sont, à juste titre, beaucoup préoccupées dans ces derniers temps.

Cette dette se divise en quatre parties bien distinctes :

1° *La dette consolidée*, antérieure au présent budget, comprenant trois emprunts, mentionnés au tableau sous les n° 12, 13 et 14, et se montant à l'heure actuelle respectivement à :

42.000.000	de dollars à 7 1/2 p. c.;
24.375.000	— à 8 p. c.;
29.798.000	— à 6 1/2 p. c.,

soit au total . . . 96.173.000 de dollars,

correspondant à une charge annuelle de 241.350.000 francs (intérêt et amortissement) sur la base du dollar à fr. 20,50;

2° *Deux emprunts nouveaux consolidés* de 50.000.000 de dollars chacun, conclus depuis le dépôt du budget primitif de 1925.

Le premier, émis en exécution de l'arrêté royal du 15 décembre 1924, au taux de 6 p. c., a été cédé aux preneurs à 83 p. c. net pour être mis en souscription publique à 87 1/2 p. c.

L'annuité constante par laquelle on amortit en trente ans, un capital sur lequel on paie 6 p. c. d'intérêt, est de 7,264891 p. c. du capital nominal.

Comme le prix de cession net est de 83 p. c., l'annuité réelle à payer représente $\frac{7,264891 \times 100}{83}$ soit 8,75288 p. c. du produit net de l'emprunt.

Une annuité de 8,75288, qui amortit en trente ans un capital émis au pair comprend :

Pour intérêts	7,842 p. c.
— amortissement	0,91 p. c.
	<u>8,75288.</u>

Le service de cet emprunt entraînera, pour l'exercice courant, une charge nouvelle de 92.920.000 francs.

Le deuxième emprunt de 50.000.000 de dollars au taux de 7 p. c., à trente ans, émis en vertu de l'arrêté royal du 10 juin 1925 a été cédé aux preneurs à 94 p. c. net, pour être mis en souscription publique à 98 p. c.

L'annuité nécessaire pour amortir en trente ans, un capital sur lequel on paie 7 p. c. d'intérêt et une prime de remboursement de 7 1/2 p. c., est de 8,24201 du capital nominal.

Comme le prix de cession net est de 94 p. c., l'annuité réelle à payer représente $\frac{8,24201 \times 100}{94}$, soit 8,768 p. c. du produit net de l'emprunt et comprend :

pour intérêts	7.86 p. c.
pour amortissement	0.90 p. c.
	<u>8.76 p. c.</u>

Le service de cet emprunt entraînera pour l'exercice courant une charge nouvelle de 40,375,000 francs.

3° Dette non consolidée postérieure au 11 novembre 1918.

Cette partie de la dette américaine comprend :

A) Avances faites par les États-Unis à la Belgique, doll. 175,430,808.68. — Le budget ne prévoit aucun crédit pour l'intérêt et l'amortissement de cette dette.

b) Prix d'acquisition des stocks américains, soit doll. 27.534.609,98. — Les charges d'intérêt et d'amortissement sont prévues au budget.

c) Bons du Trésor remis en paiement du prix des viandes frigorifiées, soit doll. 2.284.151,40.

4° Dette non consolidée antérieure au 11 novembre 1918, soit dette de guerre proprement dite : 171.780.000 dollars.

Le Gouvernement des États-Unis réclame, en ce moment, la consolidation de la totalité des deux dettes mentionnées ci-dessus sous le 3° et le 4°, augmentées des intérêts capitalisés semestriellement.

Le Gouvernement belge s'est déclaré prêt à discuter les bases de cette consolidation. A la suite d'un accord intervenu entre les deux Gouvernements, une mission belge se rendra incessamment à Washington dans ce but.

L'ensemble des dettes mentionnées sous le 3° et contractées librement après l'armistice n'appelle aucune observation.

Il n'en est pas de même de la dette mentionnée au 4°, contractée au cours même des hostilités, et qui s'élève comme on l'a vu à 171,780,000 doll. plus les intérêts.

Il est évident que cette partie de notre dette revêt un caractère spécial, dont l'opinion publique belge et le Parlement belge ne peuvent s'abstraire, et qui résulte tout naturellement des conditions dans lesquelles la Belgique, État neutre, est entrée en guerre pour la défense de son indépendance et de son territoire violés au mépris des traités de 1839.

L'article 232 du Traité de Versailles a mis à la charge de l'Allemagne les dettes de guerre antérieures à l'armistice contractées par la Belgique à l'égard de la France, des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Les États-Unis n'ayant pas ratifié le Traité de Versailles, peuvent réclamer à la Belgique le paiement de ces avances; mais il serait vain de dissimuler l'émotion qu'ont soulevée dans le pays les récentes revendications qu'ils ont émises à ce sujet.

La signature du Président Wilson, mise au bas du traité de Versailles, a été l'un des motifs les plus puissants qui ont déterminé la Belgique à y adhérer. A son défaut, il est douloureux que nos plénipotentiaires eussent accepté ce Traité ou du moins la rédaction de l'article 232, ou que le Parlement belge l'eût ratifié. Tout au moins aurions-nous réclamé, sous une autre forme, un règlement équitable de nos engagements.

Les indications ci-dessus soulignent l'élément moral qui doit, de l'avis de la Commission des Finances, entrer en ligne de compte dans les négociations qui vont s'ouvrir à Washington.

Nous avons la conviction que la Nation américaine, qui a montré tant de grandeur d'âme au cours de la guerre, en reconnaîtra toute la valeur.

La Commission a adopté à l'unanimité le budget de la Dette publique.

Le Rapporteur,

Le Président.

FERNAND DE WOUTERS.

MAURICE LEMONNIER.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1925.

BEGROOTING VAN DE OPENBARE SCHULD VOOR HET DIENSTJAAR 1925 (2).

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE WOUTERS D'OPLINTER.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie voor de Financiën is van meening dat het verslag over de Begrooting van de Openbare Schuld ingediend ter vergadering van 21 Januari l. l. (Doc. n° 104) met nut als grondslag kan genomen worden voor de bespreking van de nieuwe Begrooting die u thans wordt voorgelegd.

Om aan de Kamer de passende inlichtingen te verschaffen zal het volstaan de enkele punten, waar de oorspronkelijke begrooting van 1925 werd gewijzigd te onderzoeken.

..

Drie van deze wijzigingen, namelijk :

- 1° Art. 20^{bis} (nieuw) vermeerderd met fr. 7.475.330 » ;
- 2° Art. 24 — vermeerderd met fr. 6.527.876,50 ;
- 3° Art. 40 — vermeerderd met fr. 22.676.300 » ;

worden zeer duidelijk verklaard in de nota door den heer Minister gevoegd bij het Document 4-II van dezen zitting. Uwe Commissie stemt er ten volle mede in.

..

(1) Begrooting, n° 411.

(2) *Samenstelling van de Bestendige Commissie* : de heeren Lemonnier, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne (Aug.), de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Golevaux, Hallet, Merlot, Pater, Pecher, Pussemier, Soudan, Strauss, Van Aekere en Wauwermans.

**De ronddeeling van dit verslag (N° 37),
heeft plaats gehad op 6 Juli 1925.**

Feitelijk, heeft slechts een enkele kwestie onze aandacht gaande gehouden : de *Schuld tegenover de Vereenigde Staten van Amerika*. De openbare denkwijze en de Pers hebben er zich, deze jongste tijden, en terecht, veel mede bezig gehouden.

Die schuld wordt in vier goed onderscheidene deelen verdeeld :

1^o De *vroegere geconsolideerde of Staatsschuld* omvat, in deze begrooting, drie leeningen, in de tabel vermeld onder de nummers 12, 13 en 14, en op dit oogenblik onderscheidenlijk bedragende :

Doll. 42.000.000	tegen 7 1/2 t. h.
» 24.375.000	» 8 t. h.
» 29.798.000	» 6 1/2 t. h.

Te zamen : Doll. 96.173.000, overeenkomende met een jaarlijkschen last van 241.350.000 frank (interest en aflossing) op den grondslag van den dollar tegen fr. 20.50.

2^o *Twee nieuwe Staatsschulden* van 50.000.000 dollars ieder, aangeaan sedert het indienen van de oorspronkelijke begrooting voor 1925.

De eerste, uitgegeven ter uitvoering van het Koninklijk besluit d.d. 15 December 1924, tegen den interest van 6 t. h., werd aan de afnemers afgestaan aan 83 t. h. om aan openbare onderschrijving tegen 87 1/2 t. h. te worden gesteld.

De onveranderlijke annuïteiten waarmede men, in dertig jaar, een kapitaal aflost waarop men 6 t. h. interest betaalt, beloopt 7,264,891 t. h. van het nominaal kapitaal.

Daar de netto afstandsprijs 83 t. h. bedraagt, zoo vertegenwoordigt de wezenlijk te betalen annuïteit : $\frac{7.264.891 \times 100}{83}$ of 8.75288 t. h. van de zuivere opbrengst der leening.

Eene annuïteit van 8.75688, welke in 30 jaar een kapitaal aflost, aan pari uitgegeven, omvat :

als interesten :	7.842	t. h.
als aflossing :	0.91	t. h.
	8.75288	

De dienst van deze leening zal voor het loopend dienstjaar een nieuwen last van 92.920.000 frank bijbrengen.

De tweede leening van 50.000.000 dollars tegen den interest van 7. t. h. op 30 jaar, uitgegeven ter uitvoering van het koninklijk besluit van 19 juni 1925, werd aan de afnemers afgestaan tegen 94 t. h. netto, om in openbare onderschrijving tegen 98 t. h. te worden gesteld.

De annuïteit, noodig om in 30 jaar een kapitaal af te lossen, waarop men 7 t. h. interest betaalt en tevens de terugbetalingspremie van 7 1/2 t. h. bedraagt 8.28.201 van het nominaal kapitaal.

Daar de netto-afstandsprijs 94 t. h. bedraagt, zoo vertegenwoordigt de wezenlijk te betalen annuïteit : $\frac{8.24201 \times 100}{94}$ of 8.768 t. h. van de zuivere op-

brengst der leeningen omvat :

Voor interesten	7.86 t. h.
Voor aflossing	0,90 t. h.
	8.76 t. h.

De dienst van deze leening brengt voor het loopend dienstjaar een nieuwen last mede van 40.375.000 frank ;

3° *Niet geconsolideerde schuld na 11 November 1918.*

Dit gedeelte van de Amerikaansche schuld omvat :

A. Voorschotten van de Vereenigde Staten aan België : dol. 175.430.808,68.

De begrooting bevat geen crediet voor den interest en de aflossing van deze schuld.

B. Aankoopprijs van de Amerikaansche stoks, hetzij dol. 27.534.609,98. De lasten van interest en aflossing zijn op de begrooting voorzien.

C. Schatkistbiljetten afgestaan ter betaling van den prijs voor bevrozen vleesch, hetzij : doll. 2.284.151,40.

4° *Niet geconsolideerde schuld vóór 11 November 1918. — Hetzij de eigenlijke oorlogsschuld : 171.780.000 dollars.*

De Regeering van de Vereenigde Staten eischt thans de consolideering van de gezamenlijke som der twee onder 3° en 4° vermelde schulden, vermeerderd met de zesmaandelijks gecapitaliseerde interesten. De Belgische Regeering heeft zich bereid verklaard de grondslagen van deze consolideering te bespreken. Tengevolge van eene overeenkomst tusschen beide Regeeringen zal binnenkort eene Belgische afvaardiging met dit doel zich naar Washington begeven.

De gezamenlijke schulden vermeld onder 3° en die gemaakt werden na den wapenstilstand geven niet aanleiding tot eenige opmerking.

Dit is echter niet het geval voor de schuld vermeld onder 4° dewelke gemaakt werd tijdens de vijandelijkheden, en die zooals men gezien heeft 171.780,000 dollars bedraagt, plus de interesten.

Het is natuurlijk dat dit gedeelte onzer schuld een bijzonder karakter draagt, waartegenover de openbare meening en het Parlement van ons Land niet onverschillig kunnen staan, en dat voortvloeit uit de wijze waarop België, Onzijdige Staat, in den oorlog is getreden voor de verdediging van zijn onafhankelijkheid en zijn grondgebied, die werden aangevallen ondanks de Verdragen van 1839.

Artikel 232 van het Verdrag van Versailles heeft aan Duitschland ten laste gelegd de oorlogsschulden, door België gemaakt vóór den wapenstilstand tegenover Frankrijk, de Vereenigde Staten en Engeland

Daar de Vereenigde Staten het Verdrag van Versailles niet hebben ondertekend, kunnen zij van België de betaling van die voorschotten vorderen : maar men kan niet ontduiken welke ontroering de eischen in dien zin door de Vereenigde Staten gesteld, in het land heeft veroorzaakt.

De handteekening van President Wilson, onder het Verdrag van Versailles, is een van de voornaamste redenen geweest die België hebben aangespoord er zich bij aan te sluiten. Zonder dit, is het zeer te betwijfelen of de Belgische Gevolmachtigden dit Verdrag zouden hebben aangenomen, of tenminste den tekst van

artikel 232, of dat het Belgisch Parlement het zôu hebben bekrachtigd. Wij zouden ten minste onder een anderen vorm, eene billijke regeling van onze verplichtingen geëischt hebben.

Deze aanwijzingen zullen het moreele element uitmaken waarmede, naar de meening van de Commissie voor de Financiën, moet rekening gehouden worden bij de onderhandelingen die te Washington zullen gevoerd worden.

Wij zijn overtuigd dat de Amerikaansche natie, die gedurende den oorlog zoo veel zielegrootheid getoond heeft, er de gegrondheid zal van erkennen.

*
* * *

Eenparig heeft de Commissie voor de Financiën de Begrooting van de Openbare Schuld aangenomen.

De Verslaggever,

FERNAND DE WOUTERS.

De Voorzitter,

M. LEMONNIER.
